



**PRÉFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 10/03/2025

ZI de Saint Liguair  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RIBOULEAU MONOSEM**

16 rue du général de Gaulle  
79240 Largeasse

Références : 0007207056/2025/79

Code AIOT : 0007207056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement RIBOULEAU MONOSEM (Usine Bas) implanté 16 rue Edmond Ribouveau 79240 Largeasse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisque (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'inondation du site en juin 2024 par débordement du ruisseau qui passe au-dessous du site industriel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RIBOULEAU MONOSEM (Usine Bas - DC)
- 16 rue Edmond Ribouveau 79240 Largeasse
- Code AIOT : 0007207056
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RIBOULEAU MONOSEM dispose, sur la commune de LARGEASSE, de 2 sites distants d'environ 200 mètres, dénommés « Usine Haut » et « Usine Bas ». La société est spécialisée dans la fabrication de semoirs agricoles et fait partie du groupe JOHN DEERE. L'exploitant emploie environ 300 personnes et réalise 80 % de son chiffre d'affaires en Europe.

Le site, objet de la présente visite, dit Usine Bas, est le site historique de la société et ancien siège social. Il est régulièrement soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2560 relative au travail des métaux.

Il est à noter que, suite à plusieurs facteurs externes (Guerre en Ukraine et perte des marchés Russes en conséquence, difficultés du domaine agricole...), les commandes ralentissent et à compter de mars / avril 2025, une grande partie des opérateurs du site seront positionnés en chômage partiel.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inondation survenue en juin 2024, le site est encore en fonctionnement dégradé, avec une partie des activités réalisée soit dans des bungalows de bureaux, soit déportée sur d'autres entités de la société.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-56
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.
<b>Constats :</b>  Le site est régulièrement soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature relative au travail mécanique des métaux et alliages pour une

<p>puissance maximum de fonctionnement de 740 kW.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection, le rapport de contrôle périodique réalisé par l'APAVE en juin 2021. L'organisme de contrôle n'a relevé ni non-conformités majeures (NCM) ni d'autres non-conformités (ANC).</p> <p>L'exploitant a également précisé que, suite à l'analyse de l'ensemble de ses appareils de combustion, le site serait a priori soumis à déclaration au titre de la rubrique 2910 pour une puissance thermique nominale d'environ 1,4 MW, constituée de plusieurs aérothermes à gaz ainsi que deux chaudières à gaz également.</p> <p><i>Pour mémoire, la rubrique 2910 de la nomenclature a été modifiée par le décret n°2018-704 du 3 août 2018 intégrant les installations de combustion d'une puissance thermique nominale comprise entre 1 et 2 MW sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à se positionner au titre de la rubrique 2910 relative aux installations de combustion et, le cas échéant, à déposer un dossier de déclaration (par la procédure de télédéclaration).</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant mandate un organisme agréé pour la réalisation du contrôle périodique au titre de rubrique 2910. Il transmet le rapport accompagné des éventuelles mesures correctives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2022, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

Le vendredi 21 juin 2024 vers 16h30, la commune de Largeasse a été exposée à un violent orage accompagné d'une importante pluviométrie de 110 à 120 mm en 1h15 selon les sources de l'exploitant.

Cette situation exceptionnelle et la construction de l'usine historique au-dessus d'un ruisseau qui concentre les précipitations sur un bassin versant d'environ 200 hectares, a engendré un débordement important du cours d'eau au sein de l'établissement.

L'exploitant a précisé que le bâtiment a été traversé par une lame d'eau d'environ 50 cm en moyenne sur une durée d'une heure.

Par courriel et par échange téléphonique du 26 juin 2024, l'exploitant a informé l'inspection de la situation et de l'arrêt de l'activité. Par courriel du 18 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de notification BARPI complétée.

Il a été constaté qu'une partie des bureaux et des vestiaires étaient toujours vides dans l'attente de décision, notamment sur la structure du bâtiment. Des bungalows de bureaux et de vestiaires ont été implantés sur des parkings au sein des deux sites pour permettre la poursuite d'activités.

Concernant l'usine, les murs situés le long du cours d'eau ont subi des dégâts d'affouillement des fondations, aussi une partie de l'usine est actuellement vide et des étais ont été mis en place pour permettre de supporter la toiture.

L'exploitant a précisé avoir mandaté un bureau d'étude pour travailler sur la stabilité des fondations des bâtiments mais également sur la réalisation de nouveaux aménagements du ruisseau dans l'objectif d'éviter que cette situation ne se reproduise, avec potentiellement la création en amont d'un bassin d'écrtage des crues.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à prendre l'attache de la Direction départementale des territoires, Service Eau et Environnement pour définir le positionnement des travaux au titre de la nomenclature IOTA et déposer en conséquence un dossier de déclaration ou d'autorisation. L'exploitant informera l'inspection des suites données.

Une mise à jour de la fiche de notification BARPI sera nécessaire lorsque les travaux auront été définis.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois